

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 28 mai 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCEA GUINEBAUD (SITE LES ARCIS)**

La Maison Neuve du Tréhan  
85260 LES BROUZILS

**Nos Références : 24-1081 CA/BB**  
**Code AIOT : 0058502531**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement SCEA GUINEBAUD (SITE LES ARCIS), implanté « LES ARCIS » - Saint André Treize Voies à MONTREVERD (85260). L'inspection a été annoncée le 02/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA GUINEBAUD (SITE LES ARCIS)
- LES ARCIS – Saint André Treize Voies à MONTREVERD
- Code AIOT : 0058502531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation est autorisée pour l'élevage de 60000 poules pondeuses (rubrique 3660) dans un bâtiment de 1200 m<sup>2</sup> et fabrication d'engrais (fientes séchées) pour 2 t/j (rubrique 2170-2).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Stockage des produits de nettoyage et	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des autres produits dangereux			
3	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Le bilan total des fientes sorties en 2023 et le tonnage par repreneur n'ont pas été présentés.
- Une cuve à fioul est présente sous un appentis à proximité du groupe électrogène mais elle est à simple coque et sans dispositif de rétention contre les pollutions accidentelles.
- L'aire extérieure de chargement des fientes est non étanche avec présence de matières et de fientes au sol. Le fossé longeant le bâtiment est rempli également d'un liquide anormalement épais et noirâtre.
- Il n'y a pas d'analyses récentes et régulières pour justifier du respect d'un produit normé pour ces fientes séchées déshydratées (norme NF 42001).
- La SCEA GUINEBAUD n'a pas finalisé sa déclaration d'émissions polluantes, en particulier pour l'ammoniac atmosphérique sur le site du GEREPA pour l'année 2023.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre des risques (art. 14) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li> <li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li> <li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li> <li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li> <li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li> </ul> </li> </ul>

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Les effectifs sont de 49740 poules pondeuses le jour de l'inspection (une bande de 25660 poules âgées de 32 semaines et une bande de 24080 âgées de 49 semaines), conformes à l'arrêté d'autorisation. Les fientes séchées sont commercialisées à 2 ou 3 repreneurs principaux. Le bilan total et le tonnage par repreneur n'a pas été présenté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La SCEA GUINEBAUD devra fournir un bilan consolidé des sorties de fientes avec un détail par repreneur pour l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande de justificatif à l'exploitant</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>15 jours</b>

## N° 2 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : — 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; — 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b> Une cuve à fioul est présente sous un appentis à proximité du groupe électrogène mais elle est à simple coque et sans dispositif de rétention contre les pollutions accidentelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>1 mois</b>

### N° 3 : Stockage des effluents en zone vulnérable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
<b>Constats :</b> Les fientes sont dirigées vers le tunnel de séchage pour être désydratées (système SECONOV). Elles sont ensuite déversées dans le hangar réservé au stockage. Le hangar est ouvert au nord. Le chargement se fait sans conditionnement sur ce côté, sur une aire extérieure non étanche, avec présence de matières et de fientes au sol. Le fossé longeant le bâtiment est rempli également d'un liquide anormalement épais et noirâtre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> dans un délai d'un mois, nettoyer et évacuer tous les effluents devant le hangar de séchage des fientes et curer le fossé sur le chemin vicinal longeant le site à l'ouest.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>1 mois</b>

### N° 4 : Rejets directs d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;</li><li>- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;</li><li>- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;</li><li>- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).</li></ul>
<b>Constats :</b> La SCEA GUINEBAUD est engagée sur une normalisation de ces effluents la dispensant d'un plan d'épandage par l'arrêté 11-DRCTAJ/1-497 du 23 juin 2011, mais elle n'a pas pu fournir d'analyses récentes et régulières pour justifier du respect de la norme pour ses fientes séchées déshydratées (norme NF 42001).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La SCEA doit effectuer toutes les analyses nécessaires pour démontrer que les fientes sont normées et qu'elles satisfont à tous les critères exigés par la norme NF 42001 conformément à l'article 14 de son arrêté préfectoral 11-DRCTAJ/1-497 du 23 juin 2011.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande de justificatif à l'exploitant</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>2 mois</b>

**N° 5 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
<b>Constats :</b> La SCEA GUINEBAUD n'a pas finalisé sa déclaration d'émissions polluantes, en particulier pour l'ammoniac atmosphérique sur le site du GEREPP pour l'année 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit déclarer ses activités de l'année 2023 sur le site GEREPP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande de justificatif à l'exploitant</b>
<b>Proposition de délais :</b> <b>15 jours</b>